

Conférence internationale de «l'Agence de Coopération Scientifique Afrique Luxembourg» La mondialisation n'a pas débouché sur une réduction de la pauvreté

Reformpaket im öffentlichen Dienst Landesverband: inakzeptabel!

„Ein Riesenschritt in Richtung Sozialabbau und Günstlingswirtschaft“ ist in den Augen des NCTIFEL-Landesverband das Reformpaket im öffentlichen Dienst. Der Text zur Reform der „aufbahnen, der Gehälter und des Status im öffentlichen Dienst (1.033 Seiten) wurde bekanntlich Anfang der Woche veröffentlicht. Während die Regierung zweieinhalb Jahre an diesem Paket gearbeitet hat, bekommen die Gewerkschaften lediglich zweieinhalb Wochen um ihr Gutachten zu liefern; notfalls könnte ihnen eine zusätzliche Woche gewährt werden, heißt es im Begleitschreiben!“, entrüstet sich der Landesverband, der die Kürzung der Angehörigen während den drei ersten Arbeitsjahren als eine reine „Maßnahme betrachtet, die dem handfesten Sozialabbau zuzurechnen ist... Negative Auswirkungen der Gehältekürzungen sind dem damit einhergehenden „Werkstoffverlust auf die kleinen und mittleren Unternehmen - die den Konsum der Beschäftigten - werden nicht ausbleiben“, erklärt die Gewerkschaft, die die Qualität der öffentlichen Dienstleistung unter der Bewertung des Systems sieht. Der Landesverband, die Texte nun eingehend anerkennen will, unterstreicht, dass er auf jeden Fall gegen die geplanten Kürzungen und Ungerechtigkeiten wehren und dagegen mobilisieren will.

Lifelong learning Info days ANEFORE

ence Nationale pour le Programme européen d'éducation formation tout au long de invite aux info days sur les possibilités de financement offerts par le Programme européen pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (LTV). Voici le programme, et à tous les intéressés: 8 novembre de 14h00 à 15h30: FENIUS - Mobilité individuelle des élèves; 8 novembre de 16h00 à 17h00: LEONARDO - Projets de mobilité; 9 novembre de 14h00 à 16h00: NDI - Partenariats & Projets de volontariat seniors; 14 novembre de 16h00 à 17h30: GRUNDTVIG - Partenariats & Visites d'échanges; 14 novembre de 17h30 à 19h00: COMENIUS - Partenariats REGIO; 18 novembre de 14h00 à 16h00: LEONARDO DA VINCI - Partenariats Transfert de l'innovation; 18 novembre de 14h30 à 16h00: COMENIUS - Plateforme de collaboration en ligne. Plus d'infos sur www.anefore.lu

L'Agence de Coopération Scientifique Afrique Luxembourg (ACSAL) avait organisé récemment dans l'enceinte de l'Université à Walferdange une conférence internationale sous le titre de «La Science au service des Droits Humains et de la Société: Perspectives pour l'Afrique». A cette occasion, des spécialistes des questions du développement, ainsi que des personnalités du monde scientifique européen et africain avaient été invitées à Luxembourg pour évoquer dans différents exposés la nécessité d'intégrer la science et le savoir technologique dans l'aide au développement, et de relier cette aide aux institutions scientifiques locales, à savoir les universités et les centres de recherche africains. La conférence a donc offert une occasion à des scientifiques africains pour exposer leurs vues sur le sujet, pour mettre le doigt sur les problèmes que suscite l'aide au développement, et pour fournir des pistes comment la science et la technologie pourraient être mises à profit pour mieux servir les plus démunis.

sources de financement. Selon Guy Weets, la recherche africaine devra mieux s'inscrire dans la réalité des pays respectifs, ceci pour être crédible pour des chercheurs européens. Elle devra proposer des thèmes de recherche qui se prêtent à la collaboration internationale. Ce fut le Professeur Jean-Noël Poda, de l'Institut de Recherche en Science de la Santé du Burkina Faso qui expliqua dans son exposé les liens intimes entre la bonne gouvernance et le développement à l'exemple de la gestion de l'eau. En Afrique sahélienne en effet, l'eau est fondatrice d'humanité, et les civilisations sont nées proches des cours d'eau. Mais l'eau est également génératrice de nombreuses maladies. Il s'est révélé dans cette région que l'accès à l'eau et à son assainissement sont des indicateurs faibles de la bonne gouvernance et de la démocratie dans le contexte de la rareté de la ressource eau et de l'insuffisance de l'assainissement. L'accès à l'eau potable, qui est inséparable d'un devoir d'assainissement, participe à l'émergence de la démocratie et au développement.



Le Dr. Guy Tanonkou, coordinateur de la conférence

Photo: CM

Déstructuration des circuits économiques du sud

L'effet de la crise économique mondiale sur l'aide au développement a été analysé par Mireille Eza, représentante de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie. L'oratrice évoqua l'échec des programmes d'aide publique aux pays en voie de développement, qui se traduit par une déstructuration des circuits économiques et sociaux des pays du sud. La diversité des approches, ainsi que des responsabilités et des résultats partagés dans l'aide au développement seraient des voies sur lesquelles il faudrait s'engager. Guy Weets, membre du Conseil d'Administration d'ACSAL, souligna l'importance de la science comme instrument de l'aide au développement. En effet, la Direction de l'Environnement de l'UE a déjà commencé à se faire conseiller par des scientifiques avant de proposer une directive. Désormais se posera la question de la préservation de l'indépendance du scientifique et de la neutralité des

Les inégalités se creusent

La détresse alimentaire dans de nombreuses régions d'Afrique a été le sujet abordé par le Dr Maimouna Cissé, du ministère des Mines et de l'Industrie du Sénégal. Il cita la sécheresse, mais aussi l'instabilité politique, les conflits armés, les problèmes de gouvernance, le pouvoir croissant des marchés financiers, la spéculation sur les bourses avec les matières premières agricoles comme cause de l'insécurité alimentaire. Afin d'améliorer la situation, il préconisa des outils politiques efficaces d'orientation de la production et de la consommation alimentaire qui passent par la régulation des marchés. La bonne gouvernance mondiale doit mobiliser les complémentarités agricoles et agro-alimentaires nord-sud. Selon l'orateur, la recherche génère des connaissances et des technologies permettant de promouvoir d'importants changements par l'innovation et d'avancer ainsi dans la question de la sécurité alimentaire dans les pays du Sud. Le

Dr Séverine Blaise, du Département des Sciences Economiques de l'Université de la Nouvelle Calédonie, mit le doigt sur le fait que des décennies d'aide au développement, si elles ont augmenté le niveau de vie des populations dans certains pays, ne l'ont pas fait dans d'autres. La mondialisation n'a pas débouché sur une réduction de la pauvreté et la concurrence mondiale se fait aux dépens des pays pauvres. Les inégalités se creusent au Nord comme au Sud et sont génératrices de violences et de conflits.

D'autres sujets intéressants abordés à l'occasion de la conférence ont été le traitement des maladies chroniques non transmissibles en Afrique, qui n'intéressent rarement l'aide internationale, l'intégration de l'éthique de la recherche dans les projets de santé publique en Afrique, ainsi que l'éthique des programmes de coopération au développement. La conférence accorda aussi aux auditeurs une présentation de projets concrets. Le Dr Guy Tanonkou (secrétaire général d'ACSAL), a présenté le projet de dissémination et de valorisation des technologies EGNOS (Service Européen de Navigation par Recouvrement Géostationnaire) et GALILEO pour le développement local en Afrique. Il s'agit d'un premier projet sur

les technologies spatiales dans lequel ACSAL est engagé en tant que coordinateur scientifique et qui est financé par le 7ième programme cadre de la commission européenne via l'Agence Européenne de Navigation par Satellite (GSA). La conférence à Walferdange a servi aussi de plate-forme au Luxembourg pour présenter devant le public le projet de construction d'une infrastructure d'eau dans la commune de Pabre au Burkina Faso, qui est un projet soutenu par la Croix-Rouge Luxembourgeoise en collaboration avec la ville de Luxembourg et le Ministère des affaires étrangères. ACSAL est une A.S.B.L à caractère scientifique et technologique promouvant le développement de l'Afrique par la recherche scientifique et le transfert des technologies adaptées à l'environnement culturel africain. ACSAL développe des stratégies de coopération scientifique entre l'Europe et l'Afrique, plus particulièrement entre le Grand-duché et les pays partenaires de sa coopération.

L'Agence est spécialisée dans le développement des capacités de recherche en Afrique, des projets d'assistance technique, la mise en réseau des institutions de recherche, ainsi que des entreprises européennes et africaines. > Colette Mart

Parlement européen à Strasbourg

Charles Goerens accueille la «Bauernallianz»



Photo: Parlement européen

Le député européen Charles Goerens a pu accueillir cette semaine

au Parlement européen à Strasbourg. Le groupe a discuté de

rens avant d'assister en tribune aux

turée par un déjeuner au Parlement au cours duquel la situation actuelle de l'agriculture en Europe et au Luxembourg ont été des sujets entre autres. Mais aussi la réforme de la politique agricole commune qui doit devenir concrète d'ici 2014. Les changements qui devraient intervenir après 2013 ont pour but d'aider les agriculteurs à s'adapter à l'évolution des besoins du marché et de garantir un approvisionnement alimentaire durable.

Le 12 octobre dernier, la Commission européenne a présenté un ensemble de propositions législatives destinées à rendre la PAC plus efficace. L'objectif est de favoriser une agriculture plus compétitive et dura-

Entwicklungshilfe in Afrika durch Wissenschaft: politischer Wille und profitorientierte Investoren als Stolpersteine

„Völker von wirtschaftlicher Kolonialisierung befreien“

Von unserem Redakteur
Dhiraj Sabharwal

Dr. Guy Tanonkou ist Hauptkoordinator der Non Profit Organisation ACSAL. Er veranstaltet seit 2009 Diskussionsforen rund um wissenschaftliche Entwicklungshilfe für Afrika. In einem Exklusivinterview mit dem *Tageblatt* erklärt er, weshalb Forschung durchaus die Leiden Afrikas lindern kann trotz Phänomenen wie dem „Landgrabbing“ und den vielerorts kurzfristigen Politikern.

Tageblatt: Ihre diesjährige Konferenz steht im Zeichen der Menschenrechte. Wo besteht der wissenschaftliche Bezug?

Guy Tanonkou: „Wir haben uns bei ACSAL gefragt: Was kann Forschung zur Armutsbekämpfung beitragen? Wer Armut reduzieren will, muss zunächst die Lebensbedingungen der Menschen verbessern.“

Damit dies gelingt, muss an erster Stelle der Respekt vor den Menschenrechten stehen. Was leistet die Wissenschaft für die Menschenrechte? – das interessiert uns. Der Zugang zu sauberem Trinkwasser, Nahrung, medizinische Betreuung und Bildung sind zentral. Und auch der Zugang zum Internet. Wenn Sie sich heutzutage nicht informieren können, sind Sie im übertragenen Sinn ein Analphabet.“

Hier stellt sich die heikle Frage: Kann man das Recht auf Information durch z.B. das Internet als Menschenrecht anerkennen, währenddessen zigtausende Afrikaner in prekären Situationen leben und an den Folgen von Hungersnöten sterben?“

„T“: Basiert langfristige Entwicklungshilfe heute noch auf den getrennten Ergebnissen verschiedener wissenschaftlicher Disziplinen?

G.T.: „Nein. Ich denke, dass Forscher heutzutage nicht mehr isoliert arbeiten sollten. Sie müssen ihr Wissen vereinen und interdisziplinär arbeiten. Originalität und Kreativität sind gefordert, um die humanitären Leiden des afrikanischen Kontinents langfristig zu heilen.“

„T“: Es besteht die Tendenz, europäische Produktionstechnologien blindlings auf dem afrikanischen Markt anzuwenden. Wie beurteilen Sie das?

G.T.: „In Europa sind die Pro-



Foto: Fabrizio Pizzolante

Dr. Guy Tanonkou kritisiert afrikanische Politiker wegen ihrer Kurzsichtigkeit

duktionssysteme sehr weit vorangeschritten. Sie können Tonnen von Nahrungsmitteln effizient und problemlos produzieren. Dies gilt aber zum Beispiel nicht für den Niger. Es existieren zwar Lösungen. Sie werden aber nicht an die lokalen Bedingungen angepasst.

Sie brauchen Wissenschaftler, Chemiker z.B., die sich mit den regionalen Rohstoffen und Konservierungsstrategien auskennen. Bei Temperaturen von bis zu 45 Grad können Sie herkömmliche Geräte oder Maschinen, wie sie in Europa verwendet werden, nicht einfach nach Afrika exportieren. Sie halten den hohen Temperaturen nicht stand. Auch Mathematiker werden benötigt. Sie müssen ihre Berechnungen vor Ort durchführen, um eine optimierte und vor allem realistische Lösung für den Kampf gegen das Leiden der Afrikaner zu finden. Dort liegt der wahre Sinn der Forschung.“

„T“: Sie sind gebürtiger Kameruner. Wie haben Sie solche Probleme in Ihrem Heimatland erlebt?

G.T.: „Ich erinnere mich, dass ich als Student einmal ein Fernsehgerät aus Europa nach Kamerun mitgenommen habe. Mein Fernsehgenuss sollte nicht von langer Dauer sein (lacht). Die elektronischen Teile des TV-Geräts hielten den konstanten Temperaturen von 35 bis 40 Grad nicht stand. Europa muss verstehen, dass Afrika seine eigenen technologischen und kulturellen Bedürfnisse hat.“

„T“: Es existieren Produktionssysteme, die die Hungersnöte Afrikas beenden könnten. Den Forschern fehlen aber die Mittel. Wie gehen Ihre Kollegen damit um?

G.T.: „Ich kenne einen Forscher aus Kamerun. Er hat einen Ofen entwickelt, mit dem man Mehl aus Maniok herstellen kann. Maniok ist für die Afrika-

ner das, was für die Europäer die Kartoffel ist. Seine kleine Erfindung könnte mit wenig Maniok ein ganzes Dorf von 200 bis 300 Personen versorgen.“

„T“: Wie ressourcenaufwendig ist dieser Ofen denn?

G.T.: „Er benötigt quasi nichts: die Maniok-Ernte eines afrikanischen Kleinbauern und einen winzigen Elektromotor. Das wahre Problem ist, dass dieser Forscher Mittel braucht, um seine Erfindung und die Produktivität auf ein industrielles Niveau zu heben. Das ist ein typisches Beispiel, das zeigt, wie man bereits vor der humanitären Hilfe ansetzen kann. Es muss nicht zu Massenhungersnöten kommen. Man muss afrikanischen Forschern allerdings die nötigen Mittel zur Verfügung stellen. Andernfalls bleiben die Produktionsmethoden der Afrikaner weiterhin archaisch und das Hungern wird nie enden.“

„T“: Wie will ACSAL sich rein wissenschaftlich – ohne Lobbyismus – durchsetzen?

G.T.: „Wir sind Wissenschaftler. Wir haben Prinzipien, Theorien und versuchen diese in einem bestimmten Kontext anzuwenden. Wir reichen unsere Projekte beim Ministerium für Kooperation und beim 'Fonds national de la recherche' ein.“

Diese kompetenten Institutionen beurteilen die Qualität der Projekte. Wir sind zwar in wissenschaftlichen Kreisen gut vernetzt und uns der Lobbyismus-Thematik sehr bewusst. Aber ich habe in derlei Hinsicht keine Erfahrung. Das soll aber nicht heißen, dass wir uns der Außenwelt und möglichen Partnern, die uns

bei der Finanzierung hilfreich sein könnten, verschließen.“

„T“: ACSAL organisiert jährliche Konferenzen. Welche Erfolge haben Sie bereits verbucht?

G.T.: „Informatiker aus Afrika, Experten zum Klimawandel und afrikanische sowie europäische Forscher nahmen letztes Jahr teil. Das hat es uns erlaubt, ein von der EU-Kommission finanziertes 'projet de dissémination' ins Leben zu rufen. Afrikanische Universitäten, europäische Unternehmen und ACSAL sind daran beteiligt. Inhalt des Projekts sind satellitengestützte Technologien und deren Nutzen für die langfristige Entwicklung des afrikanischen Kontinents.“

„T“: Ein zentraler Kritikpunkt lautet, dass man angehenden Forschern in Afrika Technologiekenntnisse zwar vermitteln kann. Solange andererseits aber afrikanische Kleinrentner vom Landraub („Landgrabbing“) durch ausländische Investoren betroffen sind, können sie nicht vom Technologietransfer durch die Wissenschaft profitieren.

G.T.: „Das ist wahr. Wir beschäftigen uns allerdings nicht mit diesem Phänomen. Es stimmt, dass dies ein von vielen internationalen Organisationen geführter Kampf ist (siehe 'T'-Ausgabe vom 21.2.2011).“

Die Enteignung afrikanischer Landbesitzer durch ausländische Investoren ist ein Problem, das überall in Afrika akut ist. Wir bedauern das als Organisation sehr. Aber dagegen anzugehen, gehört nicht zu unseren Zielen. Es gibt

andere Organisationen, die stärkere Netzwerke, gar Lobbys mit weitreichenden Kontakten in die Politik, besitzen. Die sind dazu eher in der Lage als wir.“

Wir schließen die Zusammenarbeit mit Letzteren nicht aus. Wissenschaftliche Innovation und Technologietransfer in Afrika jedoch sind unser eigentliches Anliegen. Wir wollen Politik und Wissenschaft nicht miteinander vermischen. Auch wenn beide Sphären bei diesem Thema untrennbar sind.“

„T“: Bei wem liegt die politische Verantwortung, um langfristige Entwicklungshilfe in Afrika zu betreiben?

G.T.: „Wir glauben, dass die afrikanischen Politiker eine große Verantwortung tragen. Die Forschung wird in Afrika stark vernachlässigt. Die wenigsten Regierungen haben Verständnis für die Früchte dieser Arbeit. Was für ein kapitaler Fehler! Europa hat sich über seine großen Intellektuellen, die Wissenschaft und moderne Technologien zu dem entwickelt, was es heute ist. Afrikanische Politiker müssen das Bewusstsein entwickeln, dass enorme Investitionen in die Bildung und Forschung notwendig sind. Das ist die Zukunft.“

„T“: Wie wollen Sie das einem politischen Verantwortlichen klarmachen, der etwa in Somalia mit Hungersnöten, steigenden Sterberaten und Terrormilizen wie der Al-Shabaab zu tun hat?

G.T.: „Afrika ist ein komplexes Gebilde. Wir blenden nicht aus, dass der Schwarze Kontinent für den Westen wirtschaftlich interessant ist und sich selbst zerteilt. 'Wirtschaftliche Interessen' bedeutet Ressourcen sichern. Internationale Unternehmen lassen sich aus Profitgründen in Afrika nieder. Es geht ums 'Business'. Einerseits haben Sie also Menschen, die wirtschaftlich unabhängig sein wollen, andererseits gibt es profitorientierte Investoren. Wie bei jedem Kampf gewinnt zumeist die Person mit den meisten und effizientesten Mitteln. Das ist die afrikanische Realität. Viele Länder kämpfen um ihre wirtschaftliche Unabhängigkeit, aber es ist ihnen unmöglich, sich zu befreien. Sie bestimmen die Geschicke ihres Landes nicht selbst.“

'Good Governance' hat eben auch sehr viel mit dem Willen der internationalen Gemeinschaft zu tun, die Völker Afrikas wirklich von der wirtschaftlichen Kolonialisierung befreien zu wollen.“

Konferenz

ACSAL veranstaltet am 13. und 14. Oktober eine Konferenz zum Thema „La science au service des droits humains et de la société – perspectives pour l'Afrique“. Dies in der Räumlichkeit der Uni Luxemburg, Campus Walferdingen (Salle Latomus, route de Diekirch). Mehr als 15 Wissenschaftler werden vortragen. Jacques Santer, ehemaliger Premierminister und EU-Kommissionspräsident, hält die Eröffnungsrede. Interessierte können sich noch bis zum 10. Oktober per Mail anmelden: secretariat@acsal-science.org.

ACSAL

ACSAL („Agence pour la coopération scientifique Afrique Luxembourg“) ist ein gemeinnütziger Verein (asbl.), der 2005 nach luxemburgischem Recht gegründet wurde. Der Verein setzt sich aus europäischen und afrikanischen Forschern der Diaspora zusammen. Das Hauptanliegen dieser Forscher ist es, herauszufinden, welche Rolle Luxemburg bei der afrikanischen Entwicklungshilfe spielen kann. Damit ist nicht humanitäre Hilfe gemeint, sondern forschungsgestützte und langfristige Entwicklungshilfe, um einen Technologietransfer nach Afrika zu ermöglichen.